

PROJETS DES NOUVEAUX STATUTS DU FLN

La moitié des dirigeants actuels devrait partir

Le retour aux anciennes structures du parti, à savoir le comité central et le bureau politique prévus dans les nouveaux avant-projets des statuts qui seront soumis demain au conseil national, va chambouler totalement la donne actuelle.

Fatma Houari - Alger (Le Soir) - Selon une source proche de la direction, «le comité central sera limité à 250 membres et le bureau politique à 15 membres». Soit plus de la moitié des membres siégeant dans les anciennes structures (avant le congrès) va être dégommée. Ce qui suscite beaucoup d'appréhensions et de craintes. Des membres du conseil ont la peur au ventre surtout que leur élection au sein de cette structure moribonde, qui va signer

bientôt sa mort au bout de cinq ans d'existence, leur a coûté très cher. Une situation qui va sans nul doute attiser les tensions lors du 9^e Congrès prévu initialement durant le premier trimestre de 2010 et dont le report, selon notre source, «est plus que probable et pourrait aller au-delà du mois d'avril prochain». Notre interlocuteur ajoute que «des tractations sont en cours pour que des figures emblématiques du FLN reviennent par la grande porte. Leurs

postes au sein du comité central sont garantis et il se pourrait fort bien qu'ils se retrouvent au bureau politique vu leur poids sur la scène politique». Il citera les noms de «l'ancien secrétaire général du FLN Boualem Benhamouda et Abdelkader Bounekraf qui n'ont jamais quitté les rangs du parti et continuent d'activer dans les coulisses sans oublier qu'ils jouissent de sympathie et de considération auprès de la base militante». A propos des critères d'éligibilité prévus dans les nouveaux textes, notre source révèle que «pour être membre du comité central, le candidat doit justifier de 10 ans de militantisme». Les membres du

bureau politique seront désignés par le secrétaire général du parti issu du 9^e congrès et puisés dans le comité central». Et de poursuivre : «Un mouhafedh doit être militant depuis 5 années, un député doit avoir une carte d'adhérent depuis 7 ans et un responsable de kasma doit clôturer 3 ans de militantisme partisan avant de prétendre à ce poste.» Concernant le nomadisme politique, une instruction écrite émanant de Belkhadem a été adressée la semaine dernière portant le titre d'«Instruction d'exclusion» à l'adresse des militants manquant à la discipline. Notre source révèle que «la porte reste ouverte aux dissi-

dents des autres partis avant la tenue du congrès, et au-delà, ce ne sera plus possible, et ceux qui se retirent ne pourront plus revenir au parti». Les organisations de masse ne sont pas en reste et un chapitre entier leur est consacré. «Elles constituent la cheville ouvrière qui permet l'ancrage du parti dans la société. Cet aspect sera également discuté lors du prochain conseil.» Pour ce qui est des femmes et le fameux quota de 30 % dont elles bénéficient à la faveur du nouveau texte fondamental, notre interlocuteur précise que «nous allons nous pencher sur la question avec plus de sérieux vu que nous sommes constamment critiqués à ce

sujet». A ce propos, en dépit de l'énorme contingent de femmes cadres du parti et de leur potentiel intellectuel et politique, cette frange de militants est totalement ignorée et marginalisée.

Lors des précédents congrès, seules deux femmes ont fait partie des hautes instances dirigeantes ; il s'agit de la défunte Badra Amamra et Saliha Djeflal, actuellement députée. Il est important de relever que ces propositions de projets s'inspirent énormément des textes soumis lors du 8^e Congrès annulé de l'ancien secrétaire général Ali Benflis qui reste le grand absent de cette kermesse.

F. H.

ABDERRAHMANE BELAYAT RÉVÈLE :

«En 2005, nous avons dû faire des concessions pour sauver le FLN»

Abderrahmane Belayat, figure emblématique du Front de libération nationale, a révélé, hier, que sa formation a dû faire d'importantes concessions en 2005 pour éviter «la scission». Belayat, qui faisait référence au huitième congrès-bis, a indiqué que plusieurs individus ont pu intégrer la direction du parti à cette occasion.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Abderrahmane Belayat s'est voulu franc et direct, hier, lors de son passage à l'émission radiophonique «En toute franchise» que présente la journaliste de la Chaîne III, Ghania Chérif.

Un passage marqué par une révélation de taille concernant les conditions dans lesquelles se sont déroulés les travaux du 8^e congrès ordinaire dans sa seconde version.

«En 2005, nous avons dû faire des concessions pour sauver le FLN. Ce congrès s'est tenu huit mois après l'élection présidentielle de 2004.

Le parti était au bord de la scission. Nous avons donc dû faire d'importantes concessions pour éviter le pire. Nous avons été obligés d'accepter au sein de la direction du Front de libération nationale des personnes qui n'ont jamais milité dans notre parti», a révélé Belayat.

Bien que n'ayant pas cité de noms, Belayat a levé le voile sur une pratique dénoncée par les militants de base mais jamais confirmée au niveau de la direction du parti.

A travers cette révélation, Belayat — qui avait soutenu activement la candidature de Ali Benflis à la présidentielle de 2004 — semble aujourd'hui vouloir se démarquer d'une stratégie imposée par l'aile des «redresseurs», menée par Abdelaziz Belkhadem. Mais l'homme ne critique pas pour autant la partie adverse. Il a même annoncé la mise en



Photo : Samir Sid

place d'un garde-fou pour éviter une telle situation à l'occasion du prochain congrès. «Pour éviter une telle situation, il a été décidé de mettre en place des critères de sélection très stricts qui seront appliqués aux militants qui souhaitent intégrer les instances du parti, dont l'ancienneté dans les rangs du Front de libération nationale.» Autre mesure annoncée hier par Belayat, la réhabilitation des anciennes structures du parti.

Exit donc le conseil national, l'instance exécutive et le secrétariat de l'instance exécutive. Le Front de libération nationale va renouer avec le traditionnel comité central et le bureau politique. Pour ce qui est de la tenue du 9^e congrès, Abderrahmane Belayat a indiqué qu'il devrait se tenir dans les délais statutaires. Mais un report serait possible si cela était nécessaire. «Selon

la démarche suivie actuellement, nous pensons être dans les délais. Mais dans la tradition du parti, comme celle des autres partis, ce n'est pas une échéance strictement impérative. Si l'amélioration de la qualité des textes pour la situation interne du parti exige que l'on ajoute un ou deux mois ou même plus, on le fera. Pour le moment, aucune déclaration de responsable n'indique cela.

Donc nous sommes dans les temps. On avisera s'il y a lieu de le différer et rien n'interdit aussi de tenir le congrès avant», notera-t-il.

Pour Belayat, Abdelaziz Belkhadem devrait être réélu sans surprise au terme du prochain congrès. Il estime qu'actuellement, aucune autre personnalité au sein du FLN ne peut concurrencer Belkhadem à ce poste.

T. H.

MDS / IL Y A 14 ANS, NOUS QUITTAIT MOHAMED SELLAMI

«Une journée nationale pour les Patriotes»

Mohamed Sellami, bête noire du GIA et fondateur du groupe des Patriotes à Haouch Gros à Boufarik, tombait au champ d'honneur, un certain 19 décembre 1995. Une date que le MDS (Mouvement démocratique et social) propose de proclamer «Journée nationale du patriote».

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Cette proposition est contenue dans un communiqué du parti, signé par son premier responsable, le D^r Hocine Ali, rendu public hier. «Mohamed Sellami avait compris que l'affrontement imposé à la société et à l'Etat algériens cristallisait des forces sociales et politiques antagoniques irréconciliables : les forces démocratiques et patriotiques, tournées vers

l'avenir, et les forces de la régression», lit-on dans ledit communiqué.

L'homme avait monté, en effet, un groupe de Patriotes redoutables qui a mené la vie dure aux terroristes intégristes

qu'il traquait dans toute la Mitidja.

Ce grand héros de la lutte antiterroriste était convaincu, comme le rappelle le communiqué du MDS, que la lutte armée ne saurait suffire sans

celle, incontournable, contre «la matrice idéologique», qui est l'islamisme.

Le sacrifice des Patriotes, des groupes d'autodéfense et des gardes communaux sera, néanmoins, «sacrifié» sur

l'autel de «la réconciliation nationale». Désarmés de force en 2005, nombreux sont, parmi ces citoyens, qui ont défendu l'Algérie indépendante au pire moment de son histoire, ceux qui se retrou-

vent livrés au chômage et à la pauvreté.

En effet, une journée nationale en leur honneur serait la moindre des reconnaissances à leur égard.

K. A.

L'UNFA DÉNONCE :

«Non à la politique de la sourde oreille !»

Malgré les orientations du président de la République visant à offrir une chance à la femme dans la vie politique, aucune n'a été portée dans les listes de candidats aux prochaines élections de renouvellement partiel du Conseil de la nation.

Wassila Z. - Alger (Le Soir) - Un état de fait longuement dénoncé par l'Union nationale des femmes algériennes. Les femmes, toujours sous-représentées dans le monde politique, se voient encore être écartées du champ politique.

Aucune femme, en effet, ne figure parmi les candidatures retenues pour briguer un siège au Conseil

de la nation. Aussi l'Union nationale des femmes algériennes a-t-elle fait mention, dans un communiqué rendu public, de son immense déception, l'absence de la gent féminine dans ces joutes électorales étant une preuve concrète de la faible participation des femmes à la vie politique.

Dans le même communiqué, l'UNFA dénonce «la politique de la sourde oreille», rappelant, en le mettant en exergue, l'article 31 bis de la loi électorale, dont les dispositions offrent une chance aux femmes de se présenter aux élections.

Ce constat, est-il mentionné, «se base sur le suivi de l'opération électorale par les partis de la coalition, à travers les wilayas».

Les membres de l'UNFA se disent outrées de l'absence de femmes candidates sur les listes : «Nous élevons nos voix pour dénoncer et montrer notre refus de la violation des droits de la femme.»

L'UNFA lance un «halte» à la stigmatisation, à l'abus des droits légaux de la femme, à son utilisation pour meubler les listes électorales, à sa manipulation à des fins politiques.

L'égalité des sexes dans la vie publique, notamment en ce qui concerne la représentation féminine au sein du Parlement, relève de la «chimère», dénonce l'UNFA.

Wassila Z.